

Ultimatum à Macron : la BCE exige des réformes en échange de son ultime prêt de 300 milliards d'euros

écrit par Jeanne la pucelle | 2 janvier 2025



Alors que les taux d'intérêt français atteignent des sommets, la BCE est intervenue pour éviter la catastrophe en échange de contreparties.



Alors que les taux d'intérêt français atteignent des sommets, la BCE est intervenue pour éviter la catastrophe en échange de contreparties.

La Banque Centrale Européenne (BCE) a acheté massivement 300 milliards d'euros d'obligations de l'État français sur le marché secondaire. Elle annonce ne plus accorder d'autres prêts. Les investisseurs privés devront acheter 60 milliards d'euros, s'ils jugent ses taux d'intérêt élevés une « bonne affaire ». Cette intervention, bien que formellement interdite par les traités, a été justifiée par la nécessité de stabiliser les taux d'intérêt français, qui augmentaient à des niveaux alarmants. Plus le prêt est risqué plus le taux est élevé.

Emprunter sans arrêt pour rembourser les intérêts des dettes, cela s'appelle de la cavalerie. Le système s'écroule lorsque l'emprunteur n'obtient pas le énième prêt : il sait alors qu'il ne pourra pas rembourser l'emprunt précédent. C'est ce qui se passe avec la décision de la BCE. Sachant que la France ne pourra pas rembourser ni les intérêts ni encore moins la dette elle-même, la BCE veut se payer sur la bête. C'est ce qu'elle appelle, en termes choisis, des réformes structurelles.

Pour commencer, les gouvernements allemand, néerlandais,

luxembourgeois et finlandais, principaux créanciers de la zone euro, considèrent que la France doit prendre des mesures drastiques pour assainir ses finances publiques et éviter une crise plus grave. Disons qu'il faut affaiblir la France avant d'en acheter les bijoux qui restent encore malgré Macron. Attendons-nous à voir des investisseurs étrangers acheter notre patrimoine.

À lire aussi : [Ultime arnaque : Le FMI prévoit un désastre mondial à cause de la dette et appelle à l'action](#)

Les investisseurs privés devront absorber environ [60 milliards d'euros](#) de dette française supplémentaire en 2025. Cette charge additionnelle intervient alors que la BCE a procédé, mardi 17 décembre, à sa dernière opération de rachat d'obligations souveraines dans le cadre du programme d'achats d'urgence pandémique ([PEPP](#)), lancé en 2020, lors de la crise covid organisée, afin de limiter les écarts de taux d'intérêt souverains entre les pays de la zone euro. Ce dispositif, qui complétait [les mesures déjà en place](#) depuis la crise financière, visait à éviter tout risque de dislocation de la zone euro.

<https://lemediaen442.fr/ultimatum-a-macron-la-bce-exige-des-reformes-en-echange-de-son-ultime-pret-de-300-milliards-deuros/>
